Document généré le 12 juil. 2025 10:58

Relations

En bref

Numéro 766, juillet–août 2013

URI : https://id.erudit.org/iderudit/69574ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)
1929-3097 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

(2013). En bref. *Relations*, (766), 8–8.

Tous droits réservés © Relations, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

PRINTEMPS ÉRABLE ET RÉPRESSION

Un groupe d'organismes de la société civile rassemblés autour de la Ligue des droits et libertés a récemment réitéré sa demande d'une commission d'enquête publique sur la répression policière lors du printemps érable. La tenue à huis clos de certaines audiences et le mandat inadéquat de la Commission spéciale d'examen des événements du printemps 2012, mise sur pied par le ministre de la Sécurité publique, constituent un détournement de la demande initiale, selon la Ligue. Suivant les conclusions du rapport *Répression, discrimination et grève étudiante: analyses et témoignages*, rendu public en avril dernier, cette demande visait à faire la lumière sur les abus policiers du printemps et à envisager la création d'un mécanisme indépendant et civil de surveillance des forces de l'ordre. Renseignements: <liguedesdroits.ca>.

AMÉRIQUE LATINE

Fin avril dernier se tenait à Guayaquil, en Équateur, la première Conférence ministérielle des pays d'Amérique latine affectés par les intérêts des transnationales. Les représentants de 13 pays étaient réunis pour élaborer une stratégie commune devant les assauts répétés de ces entreprises qui, en vertu des mécanismes d'arbitrage de nombreux traités de libre-échange, multiplient les poursuites visant à casser certaines lois ou réglementations adoptées par des États souverains. L'Amérique latine rejoint ainsi d'autres pays, tels l'Australie, l'Inde et l'Afrique du Sud, qui remettent en question ces mécanismes d'arbitrage. D'autres rencontres auront lieu dans le cadre de ce partenariat qui deviendra permanent, afin, entre autres, de mettre sur pied des instances d'arbitrage parallèles pour les pays d'Amérique latine, région particulièrement visée par les poursuites d'entreprises transnationales.

FEMMES ET MINISTÈRES

En réponse à «l'insoutenable timidité des évêques canadiens» sur la question des femmes en Église, lors du synode romain d'octobre 2012, le réseau Femmes et Ministères a récemment émis une proposition pour que la Conférence des évêques catholiques du Canada tienne une commission sur la question des ministères dans l'Église d'aujourd'hui. Parallèlement, le réseau demande aussi que le pape convoque un synode extraordinaire sur la question. Cette double initiative locale et internationale, à laquelle les femmes seraient appelées à participer activement, fait suite à des demandes restées sans réponse visant à permettre dans l'immédiat l'accès des femmes à différents ministères, notamment au diaconat permanent. Renseignements: <femmes-ministeres.org>.

RECTO VERSO

Les archives complètes du magazine *Recto Verso* (1997-2004) sont désormais disponibles en ligne, dans la collection numérique de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Elles viennent compléter une importante collection qui remonte à 1951, date à laquelle le magazine a été fondé par les pères oblats. D'abord appelée *L'Action catholique ouvrière*, la publication a changé de nom plusieurs fois, suivant l'évolution et les préoccupations de la société québécoise. Les oblats quitteront la direction de la revue dans les années 1980, et c'est en 1997 qu'elle devient le magazine d'information alternative *Recto Verso*. Malgré ses nombreuses transformations au fil du temps, la publication a conservé jusqu'à la fin son ancrage à gauche et son intérêt pour les luttes sociales et populaires. Consulter: <banq.qc.ca/collections/collection_numerique>.